Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: - (1974)

Heft: 258

Artikel: Démocratisation de l'enseignement : l'offre et la demande

Autor: Cornuz, Jeanlouis

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026348

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 24.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Démocratisation de l'enseignement: l'offre et la demande

Comment savoir?

Combien de fois ne lit-on pas dans les journaux, combien de fois n'entend-on pas dire que la « démocratisation » de l'enseignement secondaire, c'est très bien en théorie, mais que, dans la pratique, 1. elle a provoqué un abaissement considérable du niveau des élèves; et 2. que nos facultés sont désormais encombrées d'étudiants incapables de poursuivre avec fruit leurs études. A telle enseigne que l'on entend parler de « numerus clausus ».

Et mes collègues et moi-même de nous inquiéter: que va-t-il advenir de nos gymnasiens? Bien loin de « libéraliser » le système, devons-nous revenir à une sélection plus impitoyable?

Or je lis dans un communiqué de presse de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne du 15 janvier 1974 ceci:

« Une augmentation réjouissante »

« ... Parmi les différentes disciplines, on a enregistré en 1973 une augmentation très marquée au Département du génie rural et géomètres où le nombre des étudiants inscrits en 1re année a presque doublé par rapport à 1972, mettant en évidence l'intérêt des jeunes pour les problèmes touchant à l'environnement. Il est également intéressant de remarquer que le nombre des étudiants suisses entrés en 1re année est passé de 195 en 1972 à 241 en 1973, soit + 23 %. Pour la période de 1969 à 1972, l'accroissement du nombre des étudiants issus des gymnases suisses a été de 55 %. Cette croissance est d'autant plus heureuse que, durant les dernières années, le nombre des ingénieurs formés n'a de loin pas suffi à couvrir les besoins de notre économie (c'est moi qui souligne), notamment dans les domaines de la mécanique et de l'électricité... »

On ne saurait être plus clair.

De ceux qui vont répétant que nous avons désormais trop d'étudiants et de ceux qui nous assurent au contraire que nous n'en avons pas assez, comment savoir lesquels ont raison? En ce qui me concerne, j'inclinerais à croire que les seconds en l'occurrence l'EPFL — ont raison, car enfin, ils sont bien placés pour savoir de quoi ils parlent. Et j'inclinerais aussi à me demander si nous ne sommes pas victimes, parfois, d'une campagne d'intoxication, de la part de ceux qui, ayant peu de sympathie pour la démocratie en général et pour la démocratisation des études en particulier, tentent de nous persuader qu'il serait préférable d'en revenir au système d'autrefois, avec son Université ouverte (ou peu s'en fallait) aux seuls privilégiés! J. C.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Politiser la Banque Nationale Suisse?

Au début de l'année, la « Neue Zürcher Zeitung » publiait un article fort remarqué contre une politisation de la Banque Nationale Suisse (BNS). Les non-initiés se demandaient ce que cela signifiait, puisqu'aucune retraite n'était annoncée au directoire de cette institution. Le voile est levé; le président Stopper a demandé d'être libéré de son poste.

Aussitôt se multiplient les spéculations au sujet de sa succession. Léo Schürmann entrera-t-il au directoire et la présidence sera-t-elle attribuée au vice-président Hay ou au directeur général Leutwiler? C'est la question que se pose « Finanz und Wirtschaft » (7). La « National Zeitung » (28) ajoute dans la liste des papables le nom de Waldemar Jucker, un des deux économistes du secrétariat de l'Union syndicale suisse.

La succession présidentielle sera prochainement traitée en comité de banque. Nous devons malheureusement envisager que la candidature Jucker ne sera pas retenue.

— La « Neue Zürcher Zeitung » (39) publie une étude sur la scolarisation des enfants qui ne sont pas de langue maternelle allemande dans le canton de Saint-Gall. Le fait qu'ils sont en majorité dans diverses classes amène des parents suisses à changer de domicile pour ne pas supporter les conséquences d'un enseignement rendu difficile par le mélange des langues. C'est pourquoi les autorités saint-galloises ont créé des classes ne comprenant que des enfants ne connaissant pas ou connaissant peu l'allemand. Les premiers résultats, à Rorschach, paraissent convenir autant aux enfants qu'aux autorités scolaires et aux parents (un enseignement intensif de l'allemand est donné dans ces classes).

— « Der Bund » a trouvé un nouveau « columnist » à l'américaine, mais de langue italienne, en la personne de l'ancien conseiller fédéral Nello Celio (le journaliste Jean Ryniker publie depuis quelques années une « Voix de la Romandie » bimensuelle).

Pour la marche à pied

— Dans le numéro de fin de semaine du « Tages Anzeiger », un vigoureux plaidoyer pour la marche à pied, assorti de précisions sur les facilités accordées actuellement aux piétons suisses en matières d'itinéraires de promenades et de randonnées.

— Dans le supplément hebdomadaire de la « National Zeitung », quatre articles à noter: une étude sur la situation de l'instituteur, homme à tout faire dans le système scolaire actuel, une colonne consacrée aux difficultés financières du plus que cinquantenaire « Schweizer Frauenblatt », le « magazine de la femme engagée » (comme son sous-titre le présente), un travail sur l'importance de la psychologie dans notre société (« la psychologie, une contribution à l'émancipation de l'homme »), et enfin une revue de la presse marginale (ses difficultés, son marché).